

(7)
(N° 239)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 MARS 1923.

PROJET DE LOI INSTITUANT UN CONSEIL D'ENQUÊTE MARITIME.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Les efforts qui ont été réalisés en Belgique depuis quelques années en vue de la création d'une flotte marchande nationale digne de notre commerce et de notre industrie ne sont pas restés vains.

Le nombre des navires battant pavillon belge s'est considérablement accru au cours de cette dernière décade grâce à l'activité et à la persévérance dont nos milieux maritimes font preuve.

Il appartient au législateur de seconder ses efforts, de coopérer au progrès de notre expansion dans ce domaine par l'adaptation de nos lois aux perfectionnements nautiques, en les modifiant à la lumière de l'expérience acquise et des enseignements qui nous viennent de l'étranger.

Notre première préoccupation en cette matière doit être d'assurer par une réglementation judicieuse la sécurité des transports par mer. Cette sécurité est soumise à une double condition : d'une part, le parfait état et la bonne tenue à la mer du navire, d'autre part, la compétence professionnelle et la parfaite aptitude du capitaine et de son état-major.

Cette double garantie aura pour effet d'attirer à notre flotte marchande une clientèle confiante, élément essentiel de sa prospérité et de son développement, d'augmenter le fret, de diminuer le taux des assurances, enfin de rehausser le prestige de notre pavillon national.

L'œuvre de la rénovation de notre législation maritime a été entamée au cours d'une récente session parlementaire par le vote de la loi sur la sécurité des navires, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1921.

En décidant qu'aucun navire ne prendrait la mer d'un port belge sans être muni d'un certificat délivré après une inspection minutieuse constatant qu'il

satisfait à toutes les exigences modernes de la navigation, vous avez réalisé la première condition de sécurité.

Il vous est proposé aujourd'hui de compléter cette première et importante innovation.

Le projet de loi que j'ai l'honneur de vous présenter, instituant un Conseil d'enquête maritime, vise la deuxième condition de sécurité.

Le souci supérieur des vies humaines, l'importance des valeurs qui sont confiées aux navires, exigent encore qu'un contrôle minutieux soit exercé sur la capacité de ceux qui assument la lourde responsabilité de leur direction.

Sous l'empire de notre législation actuelle il est loisible au capitaine ou à l'officier qui a causé un sinistre, qui a échoué ou laissé échouer son navire par exemple, de continuer à naviguer, de mettre en risques d'autres navires, d'autres cargaisons, d'autres vies humaines, sans qu'il puisse être l'objet d'un recours. Cette lacune de nos lois ne peut être tolérée plus longtemps. Il importe au contraire qu'une enquête sérieuse et contradictoire soit ouverte sur tous les accidents de navigation et que les responsabilités en jeu soient recherchées et sanctionnées.

La nécessité d'une juridiction disciplinaire pour la marine marchande a été reconnue par toutes les nations qui se préoccupent du développement de leur flotte de commerce.

Les milieux les plus divers du monde maritime belge en réclament depuis longtemps l'institution et les officiers de notre marine marchande eux-mêmes, futurs justiciables de cette juridiction, en accueillirent dès l'origine le plus favorablement le principe.

Ils y voient, en effet, un moyen de mettre fin aux critiques injustes, aux soupçons sans fondement que laisse parfois peser sur leur innocence l'obscurité qui a entouré jusqu'ici les causes des sinistres.

Si l'accident résulte d'un fait indépendant de leur volonté, ils ont le droit de ne pas s'en voir blâmés; si, au contraire, il y a faute de leur part, cette faute doit être constatée et réprimée; il faut au besoin que l'exercice de leurs fonctions puisse leur être interdit.

L'armateur a également avantage à ce que la responsabilité des accidents survenus à ses navires soit établie. Il y trouvera des renseignements précieux et saura quels sont les marins auxquels il peut légitimement continuer sa confiance.

L'intérêt général, le bon renom de notre pavillon ne peuvent que gagner par l'adoption des mesures nouvelles qui vous sont proposées.

Rechercher les causes des accidents maritimes, réprimer les fautes professionnelles des officiers et de ceux qui assument la responsabilité du quart, interdire ou suspendre l'exercice de sa profession à l'officier devenu infirme ou physiquement inapte, tel est le triple but et la triple mission du Conseil d'enquête maritime.

L'accomplissement de cette mission exige une rapidité d'action toute particulière; aussi, bien qu'organisée sur les mêmes bases que les divers organismes judiciaires, cette nouvelle juridiction s'en différencie-t-elle par la célérité de sa procédure. Celle-ci a été arrêtée de telle façon que le Conseil puisse se saisir ou

être saisi d'une cause sur-le-champ, indiquer sur les faits au moment où ils viennent de se produire, et recueillir les témoignages qui pourront l'éclairer avant qu'ils n'aient eu le temps de se disperser.

Le but fondamental du Conseil, comme l'indique son nom, est de faire la lumière sur les accidents survenus aux bâtiments de mer et à leurs équipages.

Il recherchera et déterminera — tels sont les termes de l'article 1^{er} du projet — les causes des sinistres dont un navire belge aura été la victime ou dont il pourra être présumé l'auteur.

Envisagée sous ce premier aspect de sa mission, la nouvelle juridiction ne pourra être confondue avec les tribunaux réguliers à la compétence desquels elle ne porte nulle atteinte.

Les tribunaux de commerce et les Cours d'appel restent les juges réguliers des procès d'abordage et d'assistance et de tous les litiges maritimes.

Les tribunaux répressifs continuent de veiller à la répression des infractions prévues par le Code pénal et disciplinaire pour la marine marchande et la pêche maritime.

Le Conseil d'enquête n'a d'autres pouvoirs que ceux d'une juridiction purement disciplinaire et les résultats de ces enquêtes n'auront d'effet qu'en ce qui concerne les personnes sur lesquelles il exerce son autorité, c'est ce qu'expriment les articles 5 et 35 du projet en disposant que les décisions du Conseil ne lient pas le juge au point de vue des intérêts civils ou des poursuites répressives, qu'il n'y a lieu devant lui ni à constitution de partie civile, ni à intervention quelconque.

Néanmoins, si l'enquête à laquelle il se sera livré, faisait découvrir des responsabilités échappant à sa compétence, il va de soi que le Conseil pourra, comme tout particulier, en aviser le parquet, lequel se fera juge de l'opportunité des poursuites répressives, le Conseil lui-même conservant son indépendance absolue quant à l'application des sanctions disciplinaires prévues à l'article 3.

L'application de ces sanctions constitue le deuxième objet de la mission du Conseil.

Son enquête fort utile sans doute resterait en effet platonique si l'article 2 ne complétait la première mission du Conseil en lui permettant de remonter des faits à leur auteur.

Pour atteindre à la plénitude de son efficacité, le Conseil doit exercer un contrôle permanent sur les capacités et les aptitudes professionnelles de tous les marins qui participent activement à la direction du navire.

La permanence de ce contrôle est logique; il serait en effet absurde d'attendre qu'un officier manifestement imprudent ou léger ait causé un accident, sacrifié peut-être des vies humaines, pour lui appliquer des sanctions. Ici encore se révèle nettement la différence entre les juridictions répressives établies et le Conseil d'enquête agissant comme autorité disciplinaire. Les premières ne peuvent qu'appliquer les sanctions et les peines prévues par le Code pénal et disciplinaire pour la marine marchande et la pêche maritime pour la répression des contraventions, délits et crimes maritimes qui y sont spécifiés. Le second

pourra, même en dehors de ces infractions, réprimer les fautes professionnelles restées sans suites fâcheuses pour le navire, sa cargaison, son équipage ou ses passagers.

En veillant à la stricte observation de tous les devoirs de la profession de marin, même en l'absence de tout accident, le Conseil remplira une mission préventive des plus efficace pour atteindre son but final : la sécurité de la navigation. Et si éventuellement le manquement constitue un délit, tel le cas d'ivresse ou de sommeil pendant le quart, la sanction infligée par le Conseil au délinquant ne fait nul obstacle à l'application par le tribunal des peines prévues par le Code du 21 juin 1849. On ne peut songer à formuler une objection au cumul de ces peines et de ces sanctions, chacune d'elles répondant à un but distinct.

Inversement et aux termes de l'article 7, si une des peines établies par le Code pénal et disciplinaire était infligée à un marin tombant sous la juridiction du Conseil, celui-ci pourrait se saisir à son tour de l'affaire et prendre les mesures rentrant dans sa compétence pour éviter par exemple que le coupable ne reprenne à bord les fonctions qu'il exerçait au moment de sa faute.

Cependant, afin d'éviter toute confusion entre la peine correctionnelle de l'interdiction ou suspension des fonctions d'officier prévue jusqu'ici par différents articles de la loi du 21 juin 1849 et ces mêmes interdiction et suspension qui pourront être prononcées par le Conseil à titre de sanction disciplinaire ou de mesure de sécurité, il a paru nécessaire d'abroger les premières. Cette abrogation ne présente aucune difficulté dans les articles 7, littéra B, 22, 24, 29 et 30 de la dite loi, parce que là ces peines n'y sont que subsidiaires; dans l'article 23 de la même loi, par contre, l'interdiction du commandement y figure comme peine principale et c'est pour cette raison qu'il y est substitué une sanction nouvelle dans l'article 6, alinéa 2 du présent projet.

La juridiction disciplinaire du Conseil s'étend à tous les membres de l'équipage porteurs d'un brevet et en outre à toutes personnes, même non diplômées, qui assumeraient la responsabilité des fonctions normalement réservées aux titulaires de certificats légaux de capacité.

Il a été toutefois jugé opportun d'écarter de cette juridiction les officiers de la marine de l'État, et les pilotes qui relèvent déjà au point de vue disciplinaire de l'Administration de la Marine. Ils ne pourraient être soustraits à l'autorité administrative de celle-ci, puisqu'ils font partie de son personnel.

Le projet a soin, d'autre part, d'assujétir à l'action du Conseil les patrons des bâtiments de pêche. Ceux-ci doivent jouir du maximum de sécurité que nous voulons assurer aux navires de commerce et la gravité des dommages qu'ils peuvent provoquer exige qu'une surveillance étroite s'exerce sur les aptitudes des patrons-pêcheurs.

L'incapacité professionnelle du marin participant à la conduite du navire peut ne pas résulter seulement de son incompétence nautique, mais encore avoir sa cause dans un défaut physique.

Il est indispensable que le Conseil ait le pouvoir — et c'est là le troisième

objectif de sa mission — d'empêcher le marin suspect d'inaptitude physique, laquelle sera vérifiée par une enquête médicale, de continuer l'exercice de sa profession. Ici encore, la mission du Conseil est préventive, et il ne sera pas attendu que cette incapacité physique ait été révélée par la survenance de l'accident qui en serait le résultat. Le Conseil pourra suspendre et même annuler les diplômes des officiers suivant que leurs imperfections physiques sont susceptibles ou non de guérison, et interdire dans les mêmes conditions aux non-diplômés de remplir à bord des fonctions responsables.

Enfin, une mission subsidiaire a été confiée au Conseil. Il connaîtra en degré d'appel des décisions graves, mais nécessaires, confiées par la loi sur la sécurité des navires aux agents du service d'inspection maritime et aux consuls à l'étranger. Ceux-ci ont le pouvoir, aux termes des articles 10, 12 et 16 de la loi du 25 août 1920, d'immobiliser les navires dont l'état leur paraîtrait compromettre la sécurité de l'équipage ou des passagers.

Un pouvoir aussi exorbitant devait être pourvu d'un modérateur : c'est, d'une part, l'autorisation dont dispose l'article 12, § 2 et, d'autre part, le droit d'appel prévu à l'article 24 de la dite loi. L'alinéa 3 de cet article porte cet appel devant le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes. Cette attribution ne pouvait être que provisoire en attendant l'institution du Conseil d'enquête maritime; celui-ci est tout désigné par sa compétence, son organisation, la rapidité de son action pour apprécier en appel le bien fondé des décisions du service d'inspection et des Consuls de Belgique en matière de sécurité, comme aussi pour autoriser l'arrêt des navires prévus à l'article 12 de la loi du 25 août.

Les articles 9 et 10 du présent projet rétablissent les choses dans leur situation vraie en amendant dans ce sens les articles 12 et 24 précités. La liaison étroite qui existe entre ces deux nouveaux organismes, service d'inspection maritime et conseil d'enquête, est ainsi bien établie.

L'organisation que nous vous proposons de donner au Conseil d'enquête maritime présente toutes les garanties de compétence et d'efficacité qu'exige pareille juridiction.

Son siège est fixé à Anvers — centre principal de notre activité sur mer — mais par une simple ordonnance rendue par le président, sur réquisitoire du Commissaire du Gouvernement, ou même d'office, il lui sera possible de se déplacer et de siéger là où la nature des causes dont il se saisira réclamera sa présence.

La présidence d'un jurisconsulte lui assure les avantages qui découlent de la pratique et de la science du droit, tandis que l'assistance d'assesseurs techniciens, auxiliaires indispensables en ces matières très spéciales, lui apportera le concours de leurs connaissances professionnelles et de leur expérience nautique.

Un commissaire du Gouvernement siègera auprès du Conseil, sans prendre part à ses délibérations, pour y remplir le rôle et les fonctions réservées au ministère public auprès des tribunaux civils.

Il aura avec le président, le droit d'initiative pour la convocation du Conseil, il citera les personnes prévenues et les témoins, dirigera les enquêtes, prononcera les réquisitoires et pourra, comme l'inculpé, se pourvoir en cassation des sentences rendues.

Il a été jugé nécessaire d'appeler à ces fonctions un juriste, les devoirs particuliers et nombreux de sa mission exigeant une pratique profonde de procédure judiciaire.

L'article 12 permet au Conseil de se diviser en chambres, si l'affluence des causes exige un dédoublement du rôle. Dans ce cas, les chambres supplémentaires seront présidées par un vice-président et un commissaire-adjoint du Gouvernement les assistera dans leurs opérations.

Les personnes appelées à siéger au sein du Conseil devront, aux termes des articles 13 alinéa 2, 14 alinéa 2, 15 alinéa 2, et 16 alinéa 3, du projet, être Belges de naissance ou tout au moins par l'effet de la grande naturalisation. Il est important en effet d'assurer aux justiciables de cette juridiction des juges jouissant de droits égaux au moins aux leurs. Pareille disposition, bien que peu en harmonie avec les textes de la loi d'organisation judiciaire, n'est pas en opposition avec l'article 6 de la Constitution qui, tout en établissant l'égalité des Belges entre eux et leur admissibilité aux fonctions publiques, permet à la Législature de déroger, pour des cas particuliers, à ce principe, que ce soit en nommant des étrangers à ces emplois ou en réservant ceux-ci à des Belges jouissant de l'exercice des droits politiques.

La procédure, adoptée pour le Conseil d'enquête, est analogue à celle instituée pour les tribunaux inférieurs.

Sa caractéristique est la célérité essentielle à la réalisation du but assigné à la nouvelle juridiction. L'article 27, notamment, permet au Conseil de se rendre à bord de tous navires, même étrangers, sauf ceux appartenant à des États et qui jouissent de ce fait du privilège de l'exterritorialité. Assurément, ces navires étrangers échapperont à la juridiction du Conseil, mais celui-ci peut avoir intérêt à se rendre à leur bord en vue d'un constat ou d'une visite des lieux destinés à contrôler les constatations faites ailleurs.

Le droit de perquisition à bord des navires étrangers a, du reste, été reconnu aux organismes similaires des autres nations maritimes.

Le même article permet au Conseil de procéder à la saisie de pièces et documents, sans devoir recourir à l'intervention du Procureur du Roi ou du juge d'instruction. Cette mesure dérogatoire sans doute au droit commun est nécessaire si l'on veut éviter que les délais que provoquerait cette intervention, ne permettent la soustraction des éléments matériels qui doivent aider le Conseil à découvrir la vérité.

Les qualités du président et du commissaire du Gouvernement, tous deux docteurs en droit, et assimilés en tous points aux magistrats ordinaires, écarteront ces objections qui pourraient être formulées au sujet de cette procédure exceptionnelle.

Le mode d'audition des témoins établi par l'article 26 présente également quelque particularité.

Les questions peuvent être posées par toutes personnes impliquées et par le commissaire du Gouvernement, sous la direction du président. Ce système anglais de la « cross examination » permettra d'arriver plus rapidement à la lumière des faits.

Les droits de la défense sont sauvegardés par les articles 29 à 32.

Les décisions du Conseil ne sont pas sujettes à appel, mais la revision est un moyen de recours facile et efficace.

Elle peut être demandée soit par l'intéressé, soit par le commissaire du Gouvernement dans deux hypothèses : lorsque l'état du marin dont le diplôme a été suspendu ou annulé pour cause d'incapacité physique s'est amélioré, et lorsque des faits nouveaux sont révélés qui auraient été de nature à influencer sur la décision du Conseil.

L'opposition et le recours en cassation sont d'autres garanties fournies à la personne inculpée. Les articles y relatifs s'expliquent et se justifient par eux-mêmes.

Le vote de ce projet de loi est urgent.

L'absence d'une juridiction disciplinaire pour la marine marchande est l'une des causes des critiques dont notre organisation maritime est l'objet tant à l'étranger qu'en Belgique.

Les dispositions que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation y mettront fin en rehaussant le prestige de notre personnel naval.

Elles sont, comme l'avait été la loi sur la sécurité des navires, le fruit des travaux du Conseil supérieur de la Marine.

Commencée avant la guerre, l'élaboration de ce projet n'a été reprise qu'après l'armistice. Les personnalités qui s'y sont attachées ont consacré toute leur compétence à la rédaction de ces textes.

Aussi est-ce avec confiance que nous les livrons à vos délibérations.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes
et Télégraphes,*

XAVIER NEUJEAN.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

(8)

(Nr 239)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 MAART 1923.

Ontwerp van wet tot instelling van eenen Onderzoeksraad
voor de scheepvaart.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De pogingen welke sedert enkele jaren in België in het werk zijn gesteld geworden met het oog op de grondlegging van eene nationale koopvaardijvloot, onzen handel en onze nijverheid waardig, zijn niet zonder uitwerking gebleven.

Het getal van de schepen die de Belgische vlag voeren, is tijdens de laatste tien jaar aanmerkelijk toegenomen dank zij de werkkraft en de volharding waarvan in onze scheepvaartkringen blijk wordt gegeven.

De wetgever behoort deze pogingen te steunen en het zijne tot verdere ontwikkeling van onzen vooruitgang op dit gebied bij te dragen, door onze wetten aan de verbeteringen der zeemanskunst aan te passen en ze tevens te wijzigen in het licht van de verworven ervaring en de lessen uit het buitenland.

Onze eerste bezorgdheid op dit stuk moet hierin bestaan, dat wij bij eene oordeelkundige reglementeering de veiligheid van het vervoer op zee verzekeren. Deze veiligheid hangt van eene dubbele voorwaarde af: eensdeels den voortreffelijken staat en de goede zeewaardigheid van het schip, anderdeels de beroepsbekwaamheid en de volkomen geschiktheid van den kapitein en dezes officieren.

Deze dubbele waarborg zal voor gevolg hebben, dat hij onze koopvaardijvloot eene vertrouwen hebbende cliënteel, voornaamste bestanddeel van haren bloei en hare uitbreiding doen winnen, meer vracht aanbrengen, het bedrag der verzekering verminderen en ten slotte het aanzien van onze nationale vlag doen stijgen zal.

Het werk tot vernieuwing van onze scheepvaartwetgeving werd in den loop van eenen kortgeleden zittingstijd der Kamers begonnen door het aannemen van de wet op de veiligheid der schepen, welke op 1 Januari 1921 van kracht geworden is.

Door te beslissen dat geenerlei schip van uit eene Belgische haven zee zou kiezen zonder voorzien te zijn van een getuigschrift afgegeven na een uiterst zorgvuldig onderzoek en waarbij wordt vastgesteld dat het aan al de hedendaagse vereischten der zeevaart voldoet, hebt gij de eerste voorwaarde der veiligheid tot stand gebracht.

Heden wordt U voorgesteld deze eerste, belangrijke verbetering te voltooien.

Bij het wetsontwerp dat ik de eer heb U voor te leggen, wordt een onderzoeksraad voor de scheepvaart ingesteld ter vervulling van de tweede voorwaarde der veiligheid.

De hoogere bezorgdheid voor de menschenlevens en de belangrijkheid van de waarden welke aan de schepen worden toevertrouwd vergen bovendien dat er scherp toezicht worde uitgeoefend ten aanzien van de bekwaamheid van hen die de zware verantwoordelijkheid van de leiding er van op zich nemen.

Wegens onze huidige wetgeving staat het den kapitein of den officier die eene ramp heeft veroorzaakt, bijvoorbeeld zijn schip op het strand heeft gezet of het heeft laten stranden, vrij, voort te gaan met varen, andere schepen, andere ladigen, andere menschenlevens in gevaar te brengen, zulks zonder dat er op hem eenig verbaal kunne genomen worden. Deze leemte in onze wetten kan niet langer gedoogd worden. Het komt er integendeel op aan omtrent al de scheepvaartongevallen een ernstig onderzoek op tegenspraak in te stellen en ieders des betreffende verantwoordelijkheid vast te stellen en te sanctioneeren.

De noodzakelijkheid eener tuchtrechtspleging voor de koopvaardij is door al de natiën welke over de uitbreiding harer handelsvloot bezorgd zijn, erkend geworden.

Door de Belgische scheepvaartkringen wordt zeder lang van de meest uiteenlopende zijden om instelling er van verzocht en de officieren onzer handelsvloot zelf, zij die in de toekomst aan de rechtspraak dezer macht onderworpen zullen zijn, hebben er, van beginne af aan, het grondbeginsel van op de gunstigste wijze onthaald.

Zij zien er inderdaad een middel in om een einde te maken aan de ongerechtvaardigde beoordeelingen, aan de ongegronde verdachtmakingen welke soms op hunne schuldeloosheid blijven drukken ten gevolge van de onzekerheid waarin tot dusverre de oorzaken der rampen zijn gehuld geweest.

Is het ongeval het uitvloeisel van een buiten hunnen wil staand feit, dan zijn zij gerechtigd om deswege niet gelaakt te worden; maar is er integendeel schuld hunnerzijds, dan moet die schuld vastgesteld en beteugeld worden; desnoods moet hun kunnen ontzegd worden hun ambt uit te oefenen.

Ook de reeder heeft er voordeel bij dat de verantwoording der aan zijne schepen overkomen ongevallen vastgesteld worden. Hij zal hierbij kostbare onderrichtingen opdoen en er uit leeren aan welke zeelieden hij met reden zijn vertrouwen kan voortschenken.

Het algemeen belang en de goede naam onzer vlag kunnen enkel gebaat worden met het invoeren van de nieuwe maatregelen welke U voorgesteld worden.

De oorzaken der scheepvaartongevallen opsporen, de beroepsmisslagen van de officieren en van hen die de verantwoordelijkheid van de wacht dragen, beteuge-

len, den gebrekkelijk of lichamelijk ongeschikt geworden officier het recht ontzeggen of schorsen om zijn beroep uit te oefenen, zulks is het drievoudig doel en de drievoudige opdracht van den Onderzoeksraad voor de Scheepvaart.

Voor het volbrengen van deze opdracht wordt gansch bijzondere snelheid van optreden gevergd; ook, hoewel deze nieuwe rechtsmacht op dezelfde grondslagen ingericht is als de verschillende gerechtelijke instellingen, verschilt zij er van door den spoed harer rechtspleging. Deze werd derwijze vastgesteld dat de Raad dadelijk van eene zaak kan kennis nemen of deze bij hem aanhangig kan worden gemaakt, dat hij onmiddellijk omtrent de feiten een onderzoek kan instellen op het oogenblik dat zij zich komen voor te doen en de getuigenissen van hen die hem inlichtingen zullen kunnen verstrekken kan afnemen voordat zij verstrooid geraakt zijn.

Het hoofddoel van den Raad is, zooals zijn naam het aanduidt, licht te ontsteken in de ongevallen overkomen aan zeeschepen en hunne bemanningen.

Hij zal de oorzaken der rampen, waarvan een Belgisch schip het slachtoffer zal geweest zijn of als de schuldige er van zal kunnen beschouwd worden, opsporen en vaststellen — zoo luidt artikel 1 van het ontwerp.

De nieuwe rechtsmacht beschouwd uit dit eerste standpunt harer opdracht, zal niet kunnen verward worden met de gewone rechtbanken, aan de bevoegdheid waarvan zij geenerlei afbreuk doet.

De handelsrechtbanken en beroepshoven blijven regelmatig uitspraak doen over de gedingen omtrent aanvaring en hulpverleening alsmede over alle zeevaartgeschillen

De strafrechtbanken gaan voort met te zorgen voor de beteugeling der misdrijven voorzien bij het straf- en tuchtwetboek voor de koopwaardij en de zeevisscherij.

De Onderzoeksraad heeft geen andere bevoegdheid dan die eener tuchtrechtsmacht zonder meer en de uitslag van zijn onderzoek zal enkel gelden wat de personen betreft over welke hij gezag uitoefent; zulks geven artikelen 5 en 35 van het ontwerp te kennen door te bepalen dat de beslissingen van den Raad den rechter geenszins binden ten aanzien van de burgerlijke belangen of van de strafvervolgingen, dat er geen aanleiding bestaat om vóór hem burgerlijke partij te stellen noch eenigerlei tusschenkomst te doen plaats hebben.

Indien het onderzoek waartoe de Raad zal overgegaan zijn eene verantwoordelijkheid deed ontdekken welke aan zijne bevoegdheid ontsnapt, spreekt het evenwel vanzelf, dat hij er, zooals iedere bijzondere, kennis zal moeten van geven aan het parket, dat er zal uitspraak over doen of het gepast is strafvervolgingen in te stellen, want de Raad zelf blijft volkomen onafhankelijk wat de toepassing van de bij artikel 3 voorziene tuchtmaatregelen betreft.

Het toepassen van deze tuchtmaatregelen maakt het tweede punt van de opdracht van den Raad uit.

Het door hem ingestelde ongetwijfeld zeer nuttige onderzoek zou inderdaad zonder gevolgen blijven, zoo artikel 2 de eerste opdracht van den Raad niet aanvulde door hem toe te laten van de feiten tot den dader er van op te klimmen.

Opdat de Raad zijn doel ten volle zou kunnen bereiken, moet hij bestendig

toezicht uitoefenen op de beroepsbekwaamheid en -geschiktheid van al de zeelieden die werkdadig aan het bestuur van het schip meehelpen.

Logischerwijze moet dit toezicht bestendig zijn; het zou inderdaad ongerijmd wezen te wachten tot dat een klaarblijkelijk onvoorzichtig of lichtzinnig officier een ongeval heeft veroorzaakt, misschien menschenlevens heeft opgeofferd, om hem straffen op te leggen. Hier komt nog eens het verschil naar voren tusschen de bestaande strafrechtmachten en den Onderzoeksraad die als tuchtoverheid optreedt. De eersten kunnen enkel de bekrachtigingen en straffen toepassen door het Straf- en Tuchtwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij voorzien voor de beteugeling van de overtredingen, misdrijven en misdaden op zee welke er in vermeld staan. De Raad zal, zelfs buiten die vergrijpen, de voor het schip, zijne lading, zijne bemanning of zijne passagiers zonder noodlottige gevolgen gebleven beroepsmisslagen kunnen beteugelen.

Door te waken voor de stipte naleving van al de plichten van het zeemansbedrijf, zelfs buiten alle ongeval om, zal de Raad eene ten zeerste afdoende voorbehoedende opdracht volbrengen tot bereiking van zijn einddoel : de veiligheid der scheepvaart. En mocht de misslag een misdrijf uitmaken, zooals in geval van dronkenschap of inslapen tijdens de wacht, dan vormt de door den Raad aan den overtreder opgelegde straf geenszins een beletsel voor de toepassing, door de rechtbank, van de bij het Wetboek van 21 Juni 1849 voorziene straffen. Dewijl elke dezer straffen en bekrachtigingen aan een afzonderlijk doel beantwoordt, is het niet dankbaar tegen de samenvoeging er van eenige bezwaar in te brengen.

Omgekeerd, indien eene der bij het Straf- en Tuchtwetboek vastgestelde straffen opgelegd werd aan eenen zeeman staande onder de rechtsmacht van den Raad, zou deze op zijne beurt, luidens artikel 7, van de zaak kennis kunnen nemen en de tot zijne bevoegdheid behorende maatregelen treffen ten einde, bijvoorbeeld, te vermijden dat de schuldige aan boord de werkzaamheden hervatten welke hij op het oogenblik van zijnen misslag uitoefende.

Om alle samenvalling te vermijden van de boetstraffen bestaande in ontzegging van of schorsing in de bediening van officier, zooals zij tot nog toe voorzien zijn bij verschillende artikelen van de wet van 21 Juni 1849, met diezelfde ontzegging en schorsing welke, als tuchtstraf of veiligheidsmaatregelen, door den Raad kunnen uitgesproken worden, is het evenwel noodzakelijk gebleken eerstgenoemde af te schaffen. Deze afschaffing levert geenerlei moeilijkheid op ten aanzien van artikelen 7 letter B, 22, 24, 29 en 30 van bedoelde wet, omdat die straffen er slechts als bijkomend worden vermeld; bij artikel 23 van dezelfde wet wordt het verbod van bevel te voeren daarentegen als hoofdstraf beschouwd en juist om die reden wordt er bij artikel 6 lid 2 van dit ontwerp eene nieuwe strafbepaling voor in de plaats gesteld.

De tuchtrechtsmacht van den Raad geldt voor al de gediplomeerde leden der bemanning en daarbij voor al de personen, zelfs niet-gediplomeerde, die de verantwoordelijkheid der aan de houders van wettelijke bekwaamheidsbewijzen gewoonlijk voorbehouden werkzaamheden op zich zouden nemen.

Het werd evenwel gepast geoordeeld de officieren van het Staatszeewezen en de

Loodsen die, wat de tucht betreft, bereids van het Beheer van het Zeewezen afhangen, niet onder die rechtsmacht te plaatsen. Zij zouden aan het bestuurs gezag van dit Beheer niet kunnen onttrokken worden, vermits zij deel uitmaken van dezes personeel.

Van den anderen kant draagt het ontwerp zorgt dat de schippers der visschersbooten aan de werking van den Raad worden onderworpen. Deze schepen moeten de grootste veiligheid genieten welke wij aan de handelsschepen wenschen te waarborgen en wegens de ernstige schaden die zij kunnen teweegbrengen, dient er streng toezicht uitgeoefend omtrent de geschiktheid der schippers ter visscherij.

Het kan gebeuren dat de beroepsongeschiktheid van den zeeman die aan de leiding van het schip medehelpt, niet alleen het gevolg is van zijne onbekwaamheid in de scheepvaartkunde, maar ook wel van een lichaamsgebrek.

De Raad moet volstrekt noodzakelijk de macht hebben — en hierin ligt het derde doel zijner opdracht — om den zeeman die er voor verdacht wordt lichamelijk ongeschikt te zijn, wat door een doktersonderzoek zal worden uitgemaakt, te beletten zijne werkzaamheden voort uit te oefenen. Ook hierin is de opdracht van den Raad van voorbehoedenden aard en er zal niet gewacht worden totdat deze lichaamsongeschiktheid aan het licht werd gebracht door het plotselinge overkomen van het ongeval dat er het gevolg zou van zijn. De Raad zal er toe gemachtigd zijn de diploma's der officieren te schorsen en zelfs in te trekken naargelang dezer lichaamsgebreken al dan niet voor genezing vatbaar zijn en order dezelfde omstandigheden aan de niet-gediplomeerden te ontzeggen werkzaamheden met verantwoording aan boord uit te oefenen.

Ten slotte werd den Raad eene bijkomende opdracht toevertrouwd. Hij zal in hooger beroep kennis nemen van de zwaarwichtige doch noodzakelijke beslissingen door de wet op de veiligheid der schepen voorbehouden aan de bedienden van den zeevaartinspectiedienst en aan de consuls in het buitenland. Dezen hebben luidens artikelen 10, 12 en 16 van de wet van 25 Augustus 1920 de macht om de schepen stil te leggen, wanneer het hun voor komt dat de toestand er van de veiligheid van de bemanning of de passagiers in gevaar brengt.

Zulke overgrootte bevoegdheid mocht niet te ver strekken : daartoe bestaat eensdeels de door artikel 12 § 2, vereischte machtiging en anderdeels het bij artikel 24 van voormelde wet voorziene recht tot hooger beroep. Volgens lid 3 van dit artikel wordt bedoeld beroep voor den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen gebracht. Deze toekenning kon slechts voorloopig zijn tot dat de Onderzoeksraad voor de scheepvaart ingesteld is; deze is uit den aard der zaak door zijne bevoegdheid, zijne inrichting, zijne vlugge optreden aangewezen om in beroep te oordeelen over de gegrondheid van de beslissingen door den inspectiedienst en de Belgische Consuls op het stuk van veiligheid genomen alsmede om machtiging te verleen tot het bij artikel 12 van de wet van 25 Augustus voorziene stilleggen der schepen.

Artikelen 9 en 10 van dit ontwerp stellen opnieuw de ware toedracht der zaak vast door voormelde artikels 12 en 24 in dien zin te wijzigen. Aldus wordt het nauw verband dat tusschen die twee nieuwe instellingen, zeevaartinspectie-dienst en onderzoeksraad, bestaat stevig bevestigd.

De inrichting welke wij U voorstellen aan den onderzoeksraad voor de scheepvaart te geven, biedt al de waarborgen omtrent bevoegdheid en doeltreffendheid welke voor dergelijke rechtsmacht gevergd worden.

De zetel er van word gevestigd te Antwerpen — middelpunt van onze bedrijvigheid op zee — doch, bij eenvoudig bevelschrift van den voorzitter op vordering van den Regeeringscommissaris of zels ambtshalve, zal hij kunnen verplaatst worden en daar zetelen waar de aard der zaken waarvan hij zal kennisnemen, zijne tegenwoordigheid vergen zal.

Het voorzitterschap van eenen rechtsgeleerde verzekert aan zijne werking de voordeelen welke uit de praktijk en de rechtswetenschap voortvloeien, terwijl de aanwezigheid van bijzitters-vakmannen, onontbeerlijke medewerkers in deze zeer bijzondere zaken, hem de hulp zal bijbrengen van hunne beroepskundigheden en hunne ervaring in zake zeevaart.

Een Regeeringscommissaris die geen deel in de beraadslagingen neemt, zal den Raad worden toegevoegd om er op te treden in de rol en de functies van het Openbare Ministerie bij de rechtbanken voor burgerlijke zaken.

Hij zal samen met den voorzitter het recht hebben om voorstellen te doen tot bijeenroeping van den Raad; hij zal de beschuldigde personen en de getuigen dagvaarden, het onderzoek telkens leiden de vorderingen uitspreken en evenals de aangeklaagde van de gevelde vonnissen in cassatie kunnen gaan.

Er werd noodzakelijk geoordeeld tot dit ambt eenen rechtsgeleerde te benoemen, dewijl de talrijke, bijzondere plichten aan zijne opdracht verbonden eene grondige praktijk van de rechtspleging vergen.

Bij artikel 12 wordt aan den Raad toegelaten zich in kamers te verdeelen, indien het wegens den toevloed der zaken noodig is de rol in tweeën te splitsen. In dit geval zullen de bijkomende kamers door eenen ondervoorzitter worden voorgezeten en zal een toegevoegd Regeeringscommissaris ze in hare werkzaamheden bijstaan.

De personen geroepen om in den Raad te zetelen moeten, luidens artikelen 13 lid 2, 14 lid 2, 15 lid 2 en 16 lid 3, van het ontwerp, geboren Belg zijn of ten minste Belg geworden zijn door de groote naturalisatie. Het is inderdaad van belang aan hen die aan deze rechtsmacht onderworpen zijn, rechters te geven welke ten minste gelijke rechten genieten. Hoewel dergelijke bepaling weinig in overeenstemming is met den tekst van de wet over de rechterlijke inrichting, is zij niet in strijd met artikel 6 van de Grondwet die, weliswaar, de gelijkheid der Belgen onderling en hunne geschiktheid om voor openbare ambten aangenomen te worden vaststelt, doch tevens aan de Wetgeving toelaat in bijzondere gevallen van dit beginsel af te wijken, hetzij door buitenlanders tot die ambten te benoemen, hetzij door deze voor te behouden aan Belgen die de uitoefening der politieke rechten genieten.

De voor den Onderzoeksraad aangenome rechtspleging komt met de voor de lagere rechtbanken ingestelde overeen.

Zij kenmerkt zich door spoed; deze is onontbeerlijk voor de verwezenlijking van het doel dat aan de nieuwe rechtsmacht wordt aangewezen. Bij artikel 27, namelijk, wordt den Raad toegelaten zich aan boord van alle schepen, zelfs vreemde, te begeven, behalve van die welke aan Regeeringen toebehooren en uit dien hoofde het voorrecht der exterritorialiteit genieten. Zekerlijk zullen die vreemde schepen aan de rechtsmacht van den Raad ontsnappen, doch deze kan er belang bij hebben zich aan boord er van te begeven met hét oog op eene constatering of op eene plaatsopneming tot het nagaan van elders gedane vaststellingen.

Het recht van doorzoeking aan boord der vreemde schepen is, overigens, voor gelijksoortige inrichtingen der andere zeevaartnatiën erkend geworden.

Bij hetzelfde artikel wordt aan den Raad toegelaten tot beslaglegging op stukken en bescheiden over te gaan, zonder de tusschenkomst van den Procureur des Konings of den Onderzoeksrechter te moeten inroepen. Deze op het gemeen recht zeker inbreukmakende maatregel, beantwoordt aan eene behoefte, indien men wil vermijden ten gevolge van het uitstel dat door deze tusschenkomst zou veroorzaakt worden, gelegenheid te geven tot verwijdering van de stoffelijke bestanddeelen welke er den Raad moeten toe helpen de waarheid te ontdekken.

De hoedanigheid van den voorzitter en van den Regeeringscommissaris, beiden doctor in de rechten en alleszins gelijkgesteld met de gewone magistraten, zullen die tegenwerpingen afweren welke omtrent deze buitengewone rechtspleging zouden kunnen gemaakt worden.

De bij artikel 26 vastgestelde wijze van verhooren der getuigen vertoont eveneens eenige bijzonderheid.

De vragen mogen door alle betrokken personen en door den Regeeringscommissaris gesteld worden onder leiding van den voorzitter. Wegens dit Engelsche « cross examination » stelsel zal er in de zaken spoediger licht kunnen ontstoken worden.

De rechten van den verdediger worden bij artikelen 29 tot 32 gevrijvaard.

Van de beslissingen van den Raad kan niet in hooger beroep worden gegaan, doch de herziening is een gemakkelijk, doeltreffend middel tot verhaal.

Om herziening mag hetzij door den belanghebbende, hetzij door den Regeeringscommissaris gevraagd worden in twee onderstellingen : wanneer de toestand van den zeeman wiens diploma wegens lichaamsongeschiktheid geschorst of ingetrokken werd, verbeterd is en wanneer nieuwe feiten aan den dag zijn gebracht welke van dien aard zouden geweest zijn, dat zij op de beslissing van den Raad invloed hadden kunnen uitoefenen.

Aanteekenen van verzet en verhaal in cassatie zijn verdere waarborgen welke aan den aangeklaagden persoon verschaft worden. De desbetreffende artikelen laten zich vanzelf verklaren en rechtvaardigen.

Dit ontwerp van wet dient spoedig aangenomen.

Het gemis van eene tuchtrechtsmacht voor de koopvaardij is eene der redenen waarom onze scheepvaartinrichting zoowel in het buitenland als in België beknibbeld wordt.

De bepalingen welke wij de eer hebben U ter goedkeuring voor te leggen,

zullen er een einde aan maken en tevens het aanzien van ons scheepvaartpersoneel verhoogen.

Zooals de wet op de veiligheid der schepen, zijn zij de vrucht van de inspanning van den Hoogeren Raad van het Zeewezen.

Vóór den oorlog begonnen, werd het voorbereiden van dit ontwerp eerst na den wapenstilstand hervat. Zij die er zich hebben aan gewijd, hebben al de kracht van hunne bevoegdheid aan het opstellen dezer teksten besteed.

Ook onderwerpen wij ze met vertrouwen aan uwe beraadslagingen.

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen
en Telegrafen,*

XAVIER NEUJEAN.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

ANNEXE AU N° 239.

**Projet de loi instituant un Conseil
d'enquête maritime.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Nos Ministres des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes et des Affaires Étrangères sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER.

**Institution et compétence du Conseil
d'enquête maritime.**

ARTICLE PREMIER.

Il est institué un Conseil d'enquête maritime.

Ce Conseil a pour mission de rechercher et de déterminer les causes des accidents maritimes intéressant les navires de mer belges.

Pour l'application de la présente loi, sont considérés comme navires de mer :

1° Les bâtiments munis d'une lettre de mer;

2° Les bâtiments de pêche munis du certificat de propriété;

3° Tous ceux qui seraient ultérieurement indiqués par arrêté royal.

BIJLAGE VAN N° 239.

**Ontwerp van wet tot instelling van
eenen Onderzoeksraad voor de
scheepvaart.**

ALBERT.

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Onze Ministers van Spoorwegen, Zee-
wezen, Posterijen en Telegrafen en van
Buitenlandsche Zaken worden er mee
belast het wetsontwerp, waarvan de
inhoud volgt, in Onzen naam, bij de
Wetgevende Kamers in te dienen :

EERSTE HOOFDSTUK.

**Instelling en bevoegdheid van den on-
derzoeksraad voor de scheepvaart.**

EERSTE ARTIKEL.

Er wordt een Onderzoeksraad voor
de Scheepvaart ingesteld.

Deze Raad heeft in opdracht om de
oorzaken van de zeevaart ongevallen
welke de Belgische zeeschepen betreffen,
op te sporen en vast te stellen.

Voor de toepassing van deze wet
worden als zeeschepen beschouwd :

1° De schepen voorzien van eenen
zeebrief;

2° De vischbooten voorzien van het
eigendomsbewijs;

3° Al de schepen welke later bij
koninklijk besluit mochten aangeduid
worden.

ART. 2.

Le Conseil d'enquête exerce, en outre, une juridiction disciplinaire sur les capitaines et patrons, les officiers du pont et de la machine et les chefs télégraphistes des bâtiments visés à l'article précédent, ainsi que sur toute personne même non brevetée, assumant la responsabilité du quart ou la conduite d'un bâtiment.

Lorsqu'une des personnes relevant de cette juridiction a manqué à ses devoirs professionnels, le Conseil peut, même en l'absence de tout accident, lui appliquer une sanction disciplinaire, en suivant la procédure instituée par la présente loi.

ART. 3.

Les sanctions disciplinaires sont :

L'avertissement;

La réprimande;

La suspension des brevets ou licences et l'interdiction d'exercer les fonctions pour un terme ne dépassant pas deux ans.

Le retrait des brevets ou licences et l'interdiction définitive d'exercer les fonctions.

Le Conseil peut laisser à un officier un brevet ou une licence d'un grade inférieur à celui dont il était titulaire.

S'il s'agit du porteur d'un diplôme étranger, le Conseil peut lui interdire d'exercer à bord des navires belges, les fonctions que ce document lui permet de remplir.

ART. 4.

Si le Conseil constate l'inaptitude physique d'une des personnes sur les-

ART. 2.

De Onderzoeksraad oefent daarbij, wat de tucht betreft, rechtsmacht uit op de kapiteins en patroons, de dek- en de machine-officieren en de hoofdtelegrafisten der in vorenstaand artikel bedoelde schepen, alsmede op elken zelfs niet-gediplomeerden persoon, die de verantwoordelijkheid van de wacht of de leiding van een schip op zich neemt.

Wanneer een der aan deze rechtsmacht onderworpen personen zijne beroepspligten verzaakt heeft, kan de Raad hem, zelfs bij afwezigheid van alle ongeval, eene tuchtstraf opleggen met inachtneming van de bij deze wet ingestelde rechtspleging.

ART. 3.

De tuchtstrafmaatregelen zijn :

De waarschuwing;

De vermaning;

De schorsing van de diploma's of vergunningen en het verbod om voor eenen termijn van niet meer dan twee jaar de bediening uit te oefenen.

De intrekking van de diploma's of vergunningen en het verbod om voort goed de bediening uit te oefenen.

De Raad kan eenen officier een diploma of eene vergunning van een lagere graad dan dien welken hij bezat, laten behouden.

Aan den houder van een buitenlandsch diploma, nu, kan de Raad verbieden aan boord van Belgische schepen de bediening uit te oefenen welke dit stuk hem toelaat te vervullen.

ART. 4.

Stelt de Raad de lichaams-ongeschiktheid vast van een der personen over

quelles il exerce sa juridiction, il peut suspendre ou annuler son brevet ou sa licence; si la personne navigue sans brevet ou licence, ou si elle est porteur d'un diplôme étranger, le Conseil peut lui interdire l'exercice de ses fonctions sur les navires visés à l'article 1^{er}.

ART. 5.

La juridiction du Conseil est purement administrative et les peines qu'il prononce sont exclusivement disciplinaires.

Ses décisions ne lient pas le juge au point de vue des intérêts civils ou des poursuites répressives.

ART. 6.

Est abrogée la peine correctionnelle de l'interdiction temporaire ou définitive de tout commandement, prévus notamment par les articles 7 littéra B, 22, 24, 29 et 30 du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et pour la pêche maritime, ainsi que par les articles 255 alinéa 4, et 265 alinéa 2, du Livre II du Code du Commerce, par l'article 138 alinéa 2 de la loi du 31 décembre 1851 et par l'article 4 alinéa 3 de la loi du 27 mai 1890.

L'article 23 du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime est modifié comme suit : « Tout capitaine qui s'enivre pendant qu'il est chargé de la conduite du navire sera condamné à une amende de 26 francs à 300 francs et, en cas de récidive, à une amende de 200 francs à 2,000 francs. Dans l'un et l'autre cas, la peine d'emprisonnement de quinze jours à six mois pourra de plus être prononcée »

welke hij rechtsmacht heeft, dan kan hij zijn diploma of zijne vergunning schorsen of vernietigen; vaart die persoon zonder diploma of vergunning of is hij houder van een buitenlandsch diploma, zoo kan de Raad hem verbieden zijne bediening uit te oefenen op de in artikel 1 bedoelde schepen.

ART. 5.

De rechtsmacht van den Raad is van louter administratieven aard en de straffen welke hij uitspreekt, hebben uitsluitend betrekking op de tucht.

Zijne uitspraken zijn voor den rechter geenszins bindend ten aanzien van de schadeloosstelling in strafzaken of van de beteugelende vervolgingen.

ART. 6.

Wordt ingetrokken de boetstraf bestaande in het verbod om tijdelijk of voorgoed eenig bevel te voeren en onder andere voorzien bij artikel 7 letter B, 22, 24, 29 en 30 van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij alsmede bij art. 265 lid 2, van Boekdeel II van het Wetboek van Koophandel, bij art. 138 lid 2, van de wet van 31 December 1851 en bij art. 4 lid 3, van de wet van 27 Mei 1890.

Artikel 23 van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij wordt gewijzigd als volgt : « Elke kapitein die zich bedrinkt terwijl hij belast is met de leiding van het schip, wordt veroordeeld tot eene boete van 26 frank tot 300 frank en, in geval van herhaling, tot eene boete van 200 frank tot 2,000 frank. In beide gevallen kan er daarenboven eene gevangenisstraf van vijftien dagen tot zes maand uitgesproken worden. »

ART. 7.

Si l'une des peines disciplinaires prévues au littéra *B* de l'article 5 du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime a été appliquée par les autorités compétentes, le Conseil peut prononcer en outre une des sanctions disciplinaires prévues à l'article 3 de la présente loi.

ART. 8.

La suspension des brevets ou licences prononcée contre une personne qui a été ou qui est ultérieurement condamnée à une peine privative de la liberté, ne court pas pendant le temps où le condamné subit ou prescrit sa peine.

ART. 9.

Le Conseil d'enquête connaît en outre de l'appel des décisions prises par le service d'inspection maritime ou par le Consul de Belgique, conformément à l'article 24 de la loi du 25 août 1920 sur la sécurité des navires.

L'alinéa 3 dudit article est modifié comme suit :

« L'appel est porté devant le Conseil d'enquête maritime par requête adressée au président et articulante les faits invoqués. »

ART. 10.

Dans le cas prévu à l'article 12 de la loi du 25 août 1920 sur la sécurité des navires, le président du Conseil d'enquête maritime peut autoriser l'arrêt

ART. 7.

Wanneer een der tuchtstraffen voorzien bij letter *B* van artikel 5 van het Tucht-en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij, door de bevoegde overheden is toegepast geworden, mag de Raad bovendien tot een der tuchtmaatregelen besluiten bij artikel 3 van deze wet voorzien.

ART. 8.

De schorsing van de geldigheid van diploma's of vergunningen uitgesproken tegen eenen persoon die tot eene de vrijheid ontnemende straf veroordeeld is geworden of later wordt, loopt niet gedurende den tijd dat de veroordeelde zijne straf ondergaat of laat verjaren.

ART. 9.

De Onderzoeksraad neemt daarenboven kennis van het hooger beroep van de beslissingen door den Zeevaart-inspectiedienst of door den Consul van België genomen overeenkomstig artikel 24 van de wet van 25 Augustus 1920 op de veiligheid der schepen.

Lid 3 van voormeld artikel wordt gewijzigd als volgt :

« Het hooger beroep wordt voor den Onderzoeksraad voor de Scheepvaart gebracht bij een tot den voorzitter gericht verzoekschrift waarin de ingeroepen feiten duidelijk worden uiteengezet.

ART. 10.

In het geval voorzien bij artikel 12 van de wet van 25 Augustus 1920 op de veiligheid der schepen, kan de voorzitter van den Onderzoeksraad voor de

d'un navire, le capitaine entendu ou dûment appelé.

L'alinéa 2 de l'article 12 de la dite loi est modifié comme suit : « Toutefois, le service d'inspection maritime n'use du pouvoir extraordinaire que lui confère le présent article qu'avec l'autorisation préalable du président du Conseil d'enquête maritime. »

CHAPITRE II.

Organisation.

ART. 11.

Le siège du Conseil est à Anvers.

Le président peut, par ordonnance rendue sur requête du Commissaire du Gouvernement, ou d'office, décider que le Conseil se transportera en une autre commune du Royaume.

ART. 12.

Le Conseil d'enquête est composé d'un président, d'un ou plusieurs vice-présidents en nombre déterminé par arrêté royal, et d'assesseurs.

Il siège au nombre de cinq membres au moins : le président ou un vice-président et quatre assesseurs. Il peut se diviser en chambres.

ART. 13.

Le président et les vice-présidents sont nommés à vie par le Roi sur la proposition du Ministre de la Marine.

Ne peuvent être nommés à ces

Scheepvaart, na den kapitein gehoord of behoorlijk opgeroepen te hebben, machtiging verleen en tot het aanhouden van een schip.

Lid 2 van artikel 12 van voormelde wet wordt gewijzigd als volgt : « De Zeevaartinspectiedienst maakt van de buitengewone macht welke hem bij dit artikel wordt toegekend, evenwel geen gebruik zonder voorafgaande machtiging van den voorzitter van den Onderzoeksraad voor de Scheepvaart ».

HOOFDSTUK II.

Inrichting.

ART. 11.

De zetel van den Raad is te Antwerpen gevestigd.

De voorzitter kan bij bevelschrift op vordering van de Regeeringscommissaris of ambsthalve beslissen, dat de Raad naar eene andere gemeente van het Rijk zal verplaatst worden.

ART. 12.

De Onderzoeksraad bestaat uit eenen voorzitter, eenen of meer getal bij Koninklijk besluit te bepalen ondervoorzitters en uit bijzitters.

Hij vergadert geldig wanneer ten minste vijf leden aanwezig zijn : de voorzitter of een ondervoorzitter en vier bijzitters. Hij kan zich in kamers verdeelen.

ART. 13.

De voorzitter en de ondervoorzitters worden, op voordracht van den Minister van het Zeewezen door den Koning voor het leven benoemd.

Alléen zij, kunnen tot deze ambten

fonctions, que les citoyens Belges de naissance ou par l'effet de la grande naturalisation, remplissant les conditions prévues quant au président par l'article 69 alinéa 2 de la loi du 18 juin 1869 et quant aux vice-présidents par l'article 17 alinéa 1^{er} de la même loi.

Le président prête, entre les mains du Ministre de la Marine, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Les vice-présidents prêtent le même serment entre les mains du président.

Le président et les vice-présidents sont tenus de prêter serment dans le mois à compter du jour où leur nomination leur a été notifiée; à défaut de quoi, il pourra être pourvu à leur remplacement.

ART. 14.

Les assesseurs sont nommés par le Roi, au nombre de vingt au moins, pour un terme de trois ans; leur mandat est renouvelable.

Nul ne peut être nommé assesseur s'il n'est Belge de naissance ou par l'effet de la grande naturalisation, s'il ne jouit de ses droits civils et politiques et s'il n'est âgé de 30 ans au moins.

Parmi ces assesseurs, quatre au moins doivent être porteurs du brevet belge de capitaine au long cours ou au cabotage, quatre au moins du brevet ou de la licence belge de mécanicien ou de machiniste, deux au moins du brevet belge de patron-pêcheur. Ces assesseurs devront avoir navigué en ces qualités respectives pendant deux ans au moins

worden benoemd, die geboren Belg zijn of Belg geworden zijn door de groote naturalisatie en, wat de voorzitter betreft, voldoen aan de vereischten van artikel 69 lid 2 van de wet van 18 juni 1869, en wat de ondervoorzitters aangaat, aan die van artikel 17 lid 1 van dezelfde wet.

De voorzitter legt in handen van den Minister van het Zeewezen den bij decreet van 20 Juli 1831 voorgeschreven eed af.

De ondervoorzitters leggen denzelfden eed af in handen van den voorzitter.

De voorzitter en de ondervoorzitters zijn gehouden den eed af te leggen binnen eene maand ingaande den dag waarop hunne benoeming hun werd bekendgemaakt; bij gebreke daaraan zal er in hun vervanging kunnen voorzien worden.

ART. 14.

De bijzitters worden, ten getale van ten minste twintig, door den Koning benoemd voor eene termijn van drie jaar; zij zijn herkiesbaar.

Niemand kan tot bijzitter benoemd worden, indien hij noch geboren Belg is noch de groote naturalisatie heeft verkregen, zoo hij zijne burgerlijke en politieke rechten niet bezit en zoo hij niet ten minste 30 jaar oud is.

Onder deze bijzitters moeten er ten minste vier het Belgisch diploma van kapitein ter lange oinvaart of ter kustvaart bezitten, ten minste vier, het Belgisch diploma of de Belgische vergunning van meccanicien of machinist en ten minste twee, het Belgisch diploma van schipper ter visscherij. Die bijzitters moeten gedurende ten minste

au cours des vingt années qui précèdent leur nomination.

ART. 15.

Il y a auprès du Conseil un greffier et un ou plusieurs greffiers-adjoints, en nombre fixé par arrêté royal.

Le greffier et les greffiers-adjoints sont nommés et révoqués par le Roi. Ils sont choisis sur une liste de trois candidats présentés par le président du Conseil. Nul ne peut remplir les fonctions de greffier s'il n'est Belge de naissance ou par l'effet de la grande naturalisation, s'il n'est âgé de 25 ans accomplis, s'il n'a rempli pendant cinq ans au moins les fonctions de greffier-adjoint d'une Cour ou d'un tribunal de première instance ou de commerce, ou du Conseil d'Enquête. Nul ne peut être nommé greffier-adjoint s'il n'est Belge de naissance ou par l'effet de la grande naturalisation et s'il n'est âgé de 21 ans accomplis. Le greffier et les greffiers-adjoints prêtent entre les mains du président le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831 en y ajoutant les mots :

« Je jure de remplir fidèlement les fonctions de ... (greffier ou greffier-adjoint). »

ART. 16.

Il y a auprès du Conseil d'Enquête un commissaire du Gouvernement et des commissaires-adjoints en nombre fixé par arrêté royal.

Ils sont nommés et révoqués par le

twee jaar in die onderscheiden hoedanigheden gevaren hebben in den loop van de twintig jaar welke hunne benoeming voorafgaan.

ART. 15.

Bij den Raad worden aangesteld : een griffier en een of meer toegevoegde griffiers, getal te bepalen bij koninklijk besluit.

De griffier en de toegevoegde griffiers worden benoemd en afgezet door den Koning. Zij worden gekozen uit eene lijst van drie door den voorzitter van den Raad voorgedragen kandidaten. Niemand mag het ambt van griffier waarnemen indien hij noch geboren Belg is, noch Belg geworden is door de groote naturalisatie, zoo hij niet ten volle 25 jaar oud is en niet ten minste vijf jaar lang het ambt van toegevoegd griffier heeft waargenomen bij een hof of eene rechtbank van eersten aanleg of eene handelsrechtbank of wel bij den Onderzoeksraad. Niemand kan tot toegevoegd griffier benoemd worden, indien hij noch geboren Belg is, noch Belg geworden is door de groote naturalisatie en niet ten volle 21 jaar oud is. De griffier en de toegevoegde griffiers leggen in handen van den voorzitter den bij het decreet van 20 Juli 1831 voorgeschreven eed af en voegen er de woorden aan toe :

« Ik zweer het ambt van... (griffier of toegevoegd griffier) getrouw te vervullen. »

ART. 16.

Bij den Onderzoeksraad worden aangesteld : een Regeeringsecommissaris en toegevoegde commissarissen, getal bij koninklijk besluit vast te stellen.

Zij worden door den Koning benoemd

Roi, sur la proposition du Ministre de la Marine. Ils prêtent serment entre les mains de celui-ci et exercent leurs fonctions sous son autorité.

Nul ne peut remplir ces fonctions s'il n'est Belge de naissance ou par l'effet de la grande naturalisation et s'il n'est âgé de 25 ans et docteur en droit.

Le commissaire du Gouvernement recueille tous renseignements de nature à éclairer le Conseil sur les faits relevant de sa compétence. Il a l'initiative de l'application des mesures prévues aux articles 3, 4 et 7.

ART. 17.

Toutes autorités judiciaires et administratives et notamment les Consuls de Belgique, sont tenus de signaler au commissaire du Gouvernement par un rapport succinct, les accidents maritimes et les faits relevant de la juridiction du Conseil, dont ils auront acquis la connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Tout intéressé a le droit de déposer plainte entre les mains du commissaire du Gouvernement.

ART. 18.

Les articles 180, 181, 183 et 184 de la loi du 18 juin 1869 sont applicables aux président, vice-présidents, assesseurs, commissaires et commissaires adjoints du Gouvernement, aux greffier et greffiers-adjoints. Les assesseurs sont soumis, en outre, aux dispositions établies par l'article 115 de la même loi.

Le greffier et les greffiers-adjoints

en afgezet op voordracht van den Minister van het Zeewezen. Zij leggen in dezes handen den eed af en oefenen hun ambt onder zijn gezag uit.

Niemand mag die ambten waarnemen, indien hij noch geboren Belg is, noch Belg geworden is door de groote naturalisatie en indien hij geen 25 jaar oud en doctor in de rechten is.

De Regeeringscommissaris verzamelt alle inlichtingen welke van dien aard zijn dat zij den Raad voorlichten omtrent de feiten welke tot zijne bevoegdheid behooren. Hij heeft het recht om voorstellen te doen ter toepassing van de bij artikelen 3, 4 en 7 voorziene maatregelen.

ART. 17.

Alle gerechtelijke en bestuursoverheden, onder andere de Consuls van België, zijn gehouden den Regeeringscommissaris bij beknopt verslag in te lichten over de zecongevallen en de feiten welke tot de rechtsmacht van den Raad behooren en waarvan zij kennis hebben gekregen in de uitoefening van hun ambt.

Elke belanghebbende heeft het recht om bij den Regeeringscommissaris eene aanklacht in te dienen.

ART. 18.

De artikelen 180, 181, 183 en 184 van de wet van 18 Juni 1869 zijn van toepassing op de voorzitter, ondervoorzitters, bijzitters, Regeeringscommissaris en toegevoegde Regeeringscommissarissen alsmede op de griffier en toegevoegde griffiers. Op de bijzitters zijn daarenboven de bepalingen van artikel 115 van dezelfde wet toepasselijk.

Voor den griffier en de toegevoegde

sont soumis, en outre, aux dispositions des articles 158 à 163, 169, 170 et 172 de la dite loi.

Si l'un des cas énumérés à l'article 378 du Code de procédure civile se présente, en ce qui concerne le président, les vice-présidents, l'un des assesseurs, le commissaire ou les commissaires-adjoints du Gouvernement, le greffier ou les greffiers-adjoints, le Conseil statuera sur la récusation.

Il en sera de même si l'un des assesseurs est au service d'un armement en cause.

ART. 19.

Les articles 175, 176, 177 et 179 de la loi du 18 juin 1869 sont applicables au président et aux vice-présidents, au commissaire et aux commissaires-adjoints du Gouvernement, au greffier et aux greffiers-adjoints.

Peuvent toutefois être nommés, sur la proposition du Ministre de la Marine et du Ministre de la Justice, aux fonctions de président du Conseil, les conseillers à la Cour d'appel, aux fonctions de vice-présidents, les vice-présidents et les juges au tribunal de première instance, et aux fonctions de commissaire et de commissaire-adjoint du Gouvernement ou de greffier et de greffier-adjoint, des fonctionnaires de l'ordre administratif ou judiciaire, à l'exception des référendaires et des référendaires-adjoints près les tribunaux de commerce.

L'article 177 de la loi du 18 juin 1869 est applicable aux assesseurs.

Les assesseurs ne peuvent être choisis parmi les huissiers ni les receveurs des impôts.

griffiers gelden buitendien de bepalingen van artikelen 158 tot 163, 169, 170 en 172 van voormelde wet.

Doet zich, wat den voorzitter, de ondervoorzitters, een der bijzitters, den Regeeringscommissaris of de toegevoegde Regeeringscommissarissen, den griffier of de toegevoegde griffiers betreft, een der in artikel 378 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging opgenoemde gevallen voor, dan zal de Raad over de wraking beslissen.

Zoo gaat het eveneens, indien een der bijzitters in dienst is van eene betrokken reederij.

ART. 19.

De artikelen 175, 176, 177 en 179 van de wet van 18 Juni 1869 zijn van toepassing op den voorzitter en op de ondervoorzitters, op den Regeeringscommissaris en op de toegevoegde Regeeringscommissarissen, op den griffier en op de toegevoegde griffiers.

Kunnen echter, op voordracht van den Minister van het Zeewezen en van den Minister van Justitie, benoemd worden tot de ambten van voorzitter, de raadsheeren bij het hof van beroep, tot de ambten van ondervoorzitter de ondervoorzitters en de rechters bij de rechtbank van eersten aanleg, en tot de ambten van Regeeringscommissaris of van griffier en toegevoegde griffiers, ambtenaren bij de bestuurlijke of rechterlijke macht, behalve de referendarissen en de toegevoegde referendarissen bij de handelsrechtbanken.

Artikel 177 van de wet van 18 Juni 1864 is toepasselijk op de bijzitters.

De bijzitters mogen niet onder de deurwaarders noch onder de ontvangers der belastingen gekozen worden.

ART. 20.

L'alinéa 3 de l'article 241 de la loi du 18 juin 1869 est applicable aux président et vice-présidents, aux commissaire et commissaires-adjoints du Gouvernement, aux greffier et greffiers-adjoints. Il peut y être dérogé, sauf en ce qui concerne les greffier et les greffiers-adjoints, moyennant l'autorisation du Ministre de la Marine.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par l'un des vice-présidents, le commissaire du Gouvernement par l'un des commissaires-adjoints du Gouvernement, le greffier par le greffier-adjoint. Les articles 207 et 207^{bis} de la loi du 18 juin 1869 sont applicables au Conseil d'enquête.

Le président et le commissaire du Gouvernement ne peuvent s'absenter plus de trois jours de leur résidence pour des causes étrangères à leurs fonctions, sans l'autorisation du Ministre de la Marine; les vice-présidents, les greffiers et les greffiers-adjoints sans l'autorisation du président; les commissaires-adjoints du Gouvernement sans l'autorisation du commissaire du Gouvernement.

CHAPITRE III.**Procédure.****ART. 21.**

Le président, à la requête du commissaire du Gouvernement ou même d'office, rend une ordonnance fixant lieu, jour et heure pour la réunion du Conseil et désignant les assesseurs appelés à siéger.

Le président peut désigner des asses-

ART. 20.

Lid 3 van artikel 241 van de wet van 18 Juni 1869 is toepasselijk op de voorzitter en ondervoorzitters, de Regeeringscommissaris en toegevoegde Regeeringscommissarissen alsmede op de griffier en toegevoegde griffiers. Behalve voor wat de griffier en de toegevoegde griffiers betreft, kan daarvan afgeweken worden mits machtiging van de Minister van het Zeewezen.

Bij verhindering wordt de voorzitter vervangen door een der ondervoorzitters, de Regeeringscommissaris, door een der toegevoegde Regeeringscommissaris; de griffier, door den toegevoegden griffier. Artikelen 207 en 207^{bis} van de wet van 18 Juli 1869 zijn op den Onderzoeksraad toepasselijk.

De voorzitter en de Regeeringscommissaris mogen geenszins om redenen vreemd aan hun ambt, meer dan drie dagen van hunne verblijfplaats afwezig zijn zonder machtiging van den Minister van het Zeewezen; de ondervoorzitters, de greffiers en de toegevoegde griffiers, zonder machtiging van den voorzitter; de toegevoegde Regeeringscommissarissen, zonder machtiging van den Regeeringscommissaris.

HOOFDSTUK III.**Rechtspleging.****ART. 21.**

Ten verzoeken van den Regeeringscommissaris of zelfs ambtshalve vaardigt de voorzitter een bevelschrift uit, waarbij plaats dag, en uur voor de vereeniging van den Raad vastgesteld, en de ter vergadering opgeroepen bijzitters aangeduid worden.

De voorzitter kan plaatsvervangende

seurs suppléants qui sont tenus de suivre l'enquête et les débats. En cas d'empêchement d'un assesseur, celui-ci sera remplacé sur la désignation du président, par un des suppléants.

Le Conseil peut également s'adjoindre, même au cours de la procédure, deux ou quatre assesseurs choisis en raison de leur compétence spéciale en dehors de ceux prévus à l'alinéa premier de l'article 14.

La convocation des assesseurs a lieu par les soins du commissaire du Gouvernement.

Le défaut par l'assesseur ou par l'assesseur suppléant de satisfaire à la convocation qui lui a été adressée est puni des peines prévues à l'article 396 du Code d'instruction criminelle. Les articles 397 et 398 du même Code y seront applicables.

Le commissaire du Gouvernement et la personne à la charge de qui l'application d'une mesure disciplinaire est demandée, peuvent s'opposer à ce que les assesseurs n'ayant pas suivi toute l'enquête, aient voix délibérative.

Avant de siéger, les assesseurs prêtent, entre les mains du président, le serment de loyalement remplir leurs fonctions de membres du Conseil, de garder le secret des délibérations et de juger sans haine, sans crainte et sans complaisance, avec la seule volonté de dire la vérité et d'exécuter la loi.

ART. 22.

Au jour fixé le président communique au Conseil l'avis reçu, la plainte

bijzitters aanwijzen die gehouden zijn het onderzoek en de beraadslagingen te volgen. Ingeval een bijzitter verhinderd is, wordt hij volgens de aanwijzing van den voorzitter door een der plaatsvervangers afgelost.

De Raad kan zich eveneens, zelfs in den loop van rechtspleging, twee of vier wegens hunne bijzondere bevoegdheid gekozen bijzitters toevoegen, buiten die voorzien bij lid 1 van art. 14.

Voor de oproeping van de bijzitters zorgt de Regeeringscommissaris.

Blijft de bijzitter of de toegevoegde bijzitter in gebreke gevolg te geven aan den oproep die tot hem werd gericht, dan wordt dit verzuim gestraft met eene der straffen voorzien bij art. 396 van het Wetboek van strafrechtspleging. Art. 397 en 398 van hetzelfde Wetboek zijn alsdan toepasselijk.

De Regeeringscommissaris en de persoon tegen wien om toepassing van eenen tuchtmaatregel wordt gevraagd, kunnen er zich tegen verzetten, dat de bijzitters welke niet heel het onderzoek gevolgd hebben, stemgerechtigd zijn.

Vooraleer eenen zetel te bekleeden, leggen de bijzitters in handen van den voorzitter den eed af dat zij hun ambt van lid van den Raad trouw zullen vervullen, de beraadslagingen zullen geheimhouden en zonder haat, vrees en toegevendheid uitspraak zullen doen, waarbij zij er alleen bercid zullen toe zijn de waarheid te zeggen en de wet ten uitvoer te leggen.

ART. 22.

Op den gestelden dag deelt de voorzitter den Raad het ontvangen advies,

déposée ou expose les faits qui ont motivé la réunion.

Le Conseil décide, le commissaire du Gouvernement entendu, s'il y a lieu de procéder à l'enquête. Toutefois, il est tenu d'y procéder en cas de mort d'homme, de lésions corporelles graves, de perte ou abandon d'un bâtiment, de collision avec tout corps fixe ou flottant, de dommage causé à un autre bâtiment autrement que par collision, d'échouement, d'incendie, de dommage matériel affectant la bonne navigabilité du navire, sa sécurité, ou s'il s'est écoulé un délai suffisant pour qu'un navire puisse être réputé perdu sans nouvelle.

En tous cas, le Conseil est tenu de procéder à l'enquête avec la plus grande célérité.

ART. 23.

Toute citation à comparaître devant le Conseil est faite à la requête du commissaire du Gouvernement.

Le président désigne des huissiers audienciers parmi les huissiers de première instance.

Les citations sont données comme en matière répressive.

La règle de l'article 419 du Code de procédure civile leur est applicable.

En cas d'urgence le président peut abréger les délais et ordonner la convocation même d'heure à heure.

Si la personne citée est à l'étranger, le délai de comparution est fixé par le président. Les formalités de la loi du 28 juin 1889 sont observées. Toutefois, en cas d'urgence le président peut

de ingediende aanklacht mede of zet de feiten uiteen welke de vergadering noodzakelijk gemaakt hebben.

Na den Regeeringscommissaris te hebben gehoord, beslist de Raad of er noodig tot het onderzoek dient overgegaan. Hij is evenwel gehouden hiertoe over te gaan in geval van verlies van een menschenleven, zwaar lichamelijk letsel, verlies of verlating van een schip, aanvaring van of door om het even welk vastliggend of drijvend lichaam, schade op andere wijze aan een ander schip veroorzaakt dan door aanvaring, stranding, brand, stoffelijke schade welke de goede zeewaardigheid van het schip of zijne veiligheid verminderen of wanneer eene voldoende tijdruimte verlopen is, opdat een schip als zonder tijding vergaan kunne beschouwd worden.

De Raad is in alle geval gehouden met den meesten spoed tot het onderzoek over te gaan.

ART. 23.

Elke dagvaarding om voor den Raad te verschijnen geschiedt ten verzoeken van den Regeeringscommissaris.

De voorzitter wijst deurwaarders ten rolle aan onder de deurwaarders van eersten aanleg.

De dagvaarding worden gedaan als in strafzaken.

Het voorschrift van artikel 419 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging is er toepasselijk op.

Is de zaak dringend, dan kan de voorzitter de termijnen afkorten en de oproeping zelfs om het uur bevelen.

Verblijft de gedaagde persoon in het buitenland, dan wordt de termijn voor de verschijning door den voorzitter vastgesteld. De bij de wet van 28 Juni 1889 voorgeschreven formaliteiten wor-

décider que la citation sera transmise en substance par la voie télégraphique et par l'intermédiaire du Ministre des Affaires Étrangères au Consul de Belgique qui la fera parvenir à l'intéressé par la poste sous plis recommandé.

Les actes relatifs au Conseil d'enquête ne sont pas soumis à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, approuvée par la loi du 20 avril 1909, relative à la procédure civile.

ART. 24.

Les formalités prescrites pour l'audition des personnes impliquées et des témoins par le juge d'instruction sont suivies pour les interrogatoires et les dépositions devant le Conseil d'enquête, en tant qu'il n'y est pas dérogé par les dispositions de la présente loi.

Sauf le cas prévu à l'article 28, les témoins sont entendus en la présence des personnes impliquées, si elles comparaissent comme telles et de leurs conseils.

Il est fait, en outre, un compte rendu sténographique des questions et des réponses si le Conseil estime qu'il y a lieu d'en agir ainsi. Les traducteurs et les sténographes prêtent le serment d'expert.

Le compte rendu sténographique ne vaut qu'à titre d'information à moins qu'il n'en puisse être donné lecture et que les intéressés déclarent ensuite s'y référer.

Il n'y a pas lieu à reproche de témoins devant le Conseil. Les circonstances mentionnées à l'article 283 du

den in acht genomen. Is de zaak dringend, dan mag de voorzitter evenwel beslissen, dat de dagvaarding in het kort, over de telegraaf, door tussenkomst van den Minister van Buitenlandsche Zaken dient overgemaakt aan den Consul van België, die het den belanghebbende zal doen geworden met aanbevolen brief.

De Haagsche Conventie van 17 Juli 1905, goedgekeurd door de wet van 20 April 1909, betreffende de burgerlijke rechtspleging is niet van toepassing op de akten welke op den Raad betrekking hebben.

ART. 24.

De formaliteiten voorgeschreven voor het verhoor, door den onderzoeksrechter, van de betrokken personen en de getuigen worden in acht genomen bij de ondervragingen en verklaringen voor den Onderzoeksraad, voorzover er door de bepalingen van deze wet niet van afgeweken wordt.

Behalve in het geval voorzien bij artikel 28 worden de getuigen gehoord in tegenwoordigheid van de betrokken personen, indien deze als dusdanig verschijnen, en van hunne raadgevers.

Er wordt daarenboven een stenographisch verslag van de vragen en antwoorden opgemaakt, indien de Raad noodig vindt aldus te werk te gaan. Vertalers en snelschrijvers leggen den eed van deskundige af.

Het stenographisch verslag geldt slechts als inlichting, ten zij het kan voorgelezen worden en de belanghebbenden daarna verklaren er zich aan te houden.

Voor den Raad dienen geen getuigen gewraakt. De bij artikel 283 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging

Code de procédure civile seront mentionnées au procès-verbal.

Le serment n'est pas exigé des personnes impliquées. Il sera toujours loisible à une personne qui se considère comme impliquée de se faire considérer comme telle.

ART. 25.

Si un témoin, régulièrement cité, néglige de comparaître ou de produire une excuse valable le fait est acté au procès-verbal et le commissaire du Gouvernement peut en adresser plainte au procureur du Roi sur la réquisition duquel le juge d'instruction pourra délivrer un mandat d'amener conformément à l'article 80 du Code d'instruction criminelle.

Toute personne qui régulièrement citée refuse de prêter serment ou de déposer, pourra être condamnée à une amende de 26 francs à 300 francs et à un emprisonnement de huit jours à trois mois, ou à une de ces peines seulement.

Les articles 218, 222, 223, 224 et 225 du Code pénal sont applicables aux témoignages reçus par le Conseil ou par les personnes auxquelles il a remis délégation.

ART. 26.

Les assesseurs, le commissaire du Gouvernement et les personnes impliquées sont autorisés à poser directement des questions aux témoins dans l'ordre déterminé par le président.

Si le Conseil décide que la question n'est ni pertinente ni relevante et qu'il ne doit pas y être répondu, il en est fait mention au procès-verbal.

vermelde omstandigheden zullen in het proces-verbaal opgeteekend worden.

De eed wordt niet opgelegd aan de betrokken personen. Het zal eene persoon die zich betrokken acht, steeds vrijstaan zich als dusdanig te doen beschouwen.

ART. 25.

Indien een regelmatig gedaagd getuige verzuimt te verschijnen of eene geldige verontschuldiging over te leggen, wordt zulks in het proces-verbaal aangeteekend en mag de Regeerings-commissaris daarover eene aanklacht indienen bij den Procureur des Konings op wiens vordering de onderzoeksrechter een bevel tot verschijning voor den rechter zal kunnen afleveren overeenkomstig artikel 80 van het Wetboek van strafvordering.

Elke regelmatig gedaagde persoon die weigert den eed af te leggen of te getuigen zal kunnen veroordeeld worden tot eene boete van 26 frank tot 300 frank en eene gevangenisstraf van acht dagen tot drie maand, ofwel alleen tot ééne dezer straffen.

Artikelen 218, 222, 223, 224 en 225 van het Strafwetboek zijn van toepassing op getuigenissen afgenomen door de Raad of door de personen welken hij opdracht heeft gegeven.

ART. 26.

De bijzitters, de Regeeringscommissaris en de betrokken personen zijn er toe gemachtigd rechtsreeks aan de getuigen vragen te stellen in de door den voorzitter vastgestelde orde.

Beslist de Raad dat de vraag noch tot de zaak behoort noch er betrekking op heeft en er niet moet op geantwoord worden, dan wordt zulks in het proces-verbaal vermeld.

ART. 27.

Le Conseil a les pouvoirs d'enquête les plus étendus. Il peut se rendre à bord et y faire toutes constatations, entendre les témoins et ordonner le dépôt de tous écrits ou pièces de conviction. En cas de refus des intéressés de déposer les pièces réclamées, le président, avec l'assentiment du commissaire du Gouvernement, peut procéder à la saisie des pièces.

Le Conseil peut ordonner des expertises et notamment une expertise médicale relative aux personnes sur lesquelles s'exerce sa juridiction.

Les règles prescrites pour les expertises ordonnées par le juge d'instruction sont applicables aux expertises ordonnées par le Conseil. Les experts déposent leur rapport au greffe du Conseil.

ART. 28.

Le Conseil peut déléguer un de ses membres pour recevoir la déposition d'un témoin incapable de se transporter devant le Conseil.

Il peut également charger un ou plusieurs de ses membres de faire certaines constatations, même en dehors des eaux maritimes belges.

Le Conseil peut donner délégation aux Consuls pour recevoir les dépositions des témoins résidant à l'étranger et adresser des lettres rogatoires aux autorités étrangères.

ART. 29.

Les sanctions disciplinaires ne pourront être appliquées qu'après que le

ART. 27.

De Raad heeft de meest uitgebreide macht om te onderzoeken. Hij mag zich aan boord begeven en er alle waarnemingen doen, de getuigen hooren en de overlegging van alle bewijsschriften of stukken bevelen. Ingeval de belanghebbers weigeren de gevorderde bescheiden over te leggen, mag de voorzitter met toestemming van den Regeeringscommissaris tot de inbeslagneming er van overgaan.

De Raad mag bevel geven tot onderzoek door deskundigen, onder andere tot doktersonderzoek betreffende de personen op welke hij zijne rechtsmacht uitoefent.

De voorschriften vastgesteld voor door den onderzoeksrechter bevolen onderzoek door deskundigen zijn van toepassing op door den Raad bevolen dergelijk onderzoek. De deskundigen dienen hun verslag in bij de griffie van den Raad.

ART. 28.

De Raad kan aan een zijner leden het afnemen opdragen van de verklaringen van eenen getuige die niet in staat is zich voor den Raad te begeven.

Hij kan er eveneens een of meer zijner leden mee belasten zelfs buiten de Belgische zeewateren sommige waarnemingen te doen.

De Raad kan een opdracht geven aan de Consuls om de verklaringen van de in den vreemde verblijvende getuigen te ontvange en brieven tot onderzoek aan buitenlandsche overheden zenden.

ART. 29.

De tuchtstrafmaatregelen zullen eerst kunnen toegepast worden, nadat de

Conseil aura décidé que l'enquête portera sur l'application éventuelle d'une de ces sanctions à une ou plusieurs personnes déterminées. Il est fait mention de cette décision au procès-verbal à peine de nullité.

En outre, ces sanctions ne pourront être prononcées que si l'intéressé est présent ou a été averti de l'éventualité de cette application.

Cet avertissement pourra être donné par le commissaire du Gouvernement avant toute enquête dans la citation prévue à l'article 23. Sinon, il sera donné dans une citation ultérieure à notifier dans les mêmes conditions.

Si la personne impliquée est présente, un délai d'au moins quarante-huit heures doit lui être laissé, à sa demande, pour lui permettre de préparer sa défense.

ART. 30.

La personne impliquée doit comparaître personnellement à moins que le Conseil ne l'autorise pour des motifs graves à se faire remplacer par un mandataire spécial.

L'intéressé peut se faire assister d'un conseil choisi conformément à l'article 62 de la loi du 18 juin 1869. Ils peuvent prendre connaissance du procès-verbal de l'enquête ainsi que de tous documents produits et sont autorisés à assister à toute mesure d'instruction.

ART. 31.

L'intéressé peut faire entendre des

Raad zal beslist hebben dat het onderzoek loopt over de mogelijke toepassing van een der strafmaatregelen ten opzichte van een of meer bepaalde personen. Van deze beslissing wordt in het proces-verbaal melding gemaakt op straffen van nietigheid.

Daarenboven zullen die straffen slechts kunnen uitgesproken worden, zoo de betrokkene aanwezig is of omtrent de mogelijkheid deze toepassing gewaarshuwd werd.

Deze verschuiving zal, vóór alle onderzoek, door den Regeeringscommissaris kunnen gegeven worden in de bij artikel 23 voorziene dagvaarding. Zoo niet zal zij bij eene latere dagvaarding geschieden, welke in dezelfde voorwaarden dient ter kennis gebracht.

Is de betrokken persoon aanwezig dan moet hem, op zijne aanvraag, eene tijdruimte van ten minste acht en veertig uur worden geschonken, om hem toe te laten zijne verdediging voor te bereiden.

ART. 30.

De betrokkene moet in eigen persoon verschijnen, tenzij de Raad er hem om ernstige reden toe machtigt zich door een bijzonderen lasthebber te laten vervangen.

De betrokkene mag zich doen vergezellen van eenen raadsman gekozen overeenkomstig artikel 62 van de wet van 18 Juni 1869. Zij mogen van het proces-verbaal van het onderzoek alsmede van al de overgelegde bescheiden kennis nemen en zijn er toe gemachtigt aanwezig te zijn bij het treffen van om het even welken onderzoeksmaatregel.

ART. 31.

De betrokkene mag getuigen doen

témoins et en faire citer par le commissaire du Gouvernement.

Si le Conseil décide que les témoins ne seront pas cités ou ne seront pas entendus, il en est fait mention au procès-verbal.

La personne impliquée au cours de l'enquête peut demander qu'un témoin soit entendu à nouveau. Si à raison de circonstances spéciales, il ne peut être fait droit à cette demande, il sera fait mention de ces circonstances au procès-verbal.

L'article 309 du Code d'instruction criminelle est applicable au Conseil d'enquête et à ses membres lorsque ceux-ci agissent par délégation.

ART. 32.

Les audiences du Conseil sont publiques.

Le Conseil peut toutefois ordonner le huis clos lorsque la personne intéressée le demande ou si la publicité des débats est dangereuse pour les mœurs ou la sécurité publique.

Les décisions sont toujours prononcées publiquement. Il en est délivrée copie, ainsi que de toutes les pièces de l'information, à la personne intéressée qui en fait la demande. Les tiers ne peuvent obtenir ces copies qu'avec l'autorisation du président.

ART. 33.

Sont applicables au Conseil d'enquête, les articles 140, § 1, 141, 143, 144 et 146 de la loi du 18 juin 1869, ainsi que les articles 88 à 92 du Code de procédure civile.

hooren en er door den Regeerings-commissaris doen dagvaarden.

Beslist de Raad dat de getuigen niet zullen gedagvaard of gehoord worden, zoo wordt zulks in het proces-verbaal vermeld.

De in den loop van het onderzoek betrokken persoon mag vragen dat een getuige opnieuw gehoord worde. Indien er wegens bijzondere omstandigheden aan dit verzoek geen gevolg kan gegeven worden, zullen die omstandigheden in het proces-verbaal worden vermeld.

Artikel 309 van het Wetboek van strafvordering is van toepassing op den Onderzoeksraad en op dezes leden wanneer zij op last handelen.

ART. 32.

De Raad vergadert in het openbaar.

Hij mag evenwel het verhoor met gesloten deuren bevelen, wanneer de betrokken persoon er om vraagt of indien het openbaar maken der besprekingen gevaar oplevert voor de zeden of de openbare veiligheid.

De beslissingen worden altijd in het openbaar uitgesproken. Van die beslissingen alsmede van al de stukken van het onderzoek wordt afschrift gegeven aan den betrokken persoon die er om vraagt. Derden kunnen die afschriften slechts met toelating van den voorzitter bekomen.

ART. 33.

Zijn van toepassing op den onderzoeksraad, de artikelen 140 § 1, 141, 143, 144 en 146 van de wet van 18 Juni 1869, alsmede de artikelen 88 tot 92 van het Wetboek der burgerlijke rechtspleging.

ART. 34.

Les frais de procédure sont arrêtés par le Conseil et recouvrés comme en matière répressive. Ils sont à la charge de la personne à laquelle une mesure disciplinaire est appliquée. Toutefois, le Conseil peut mettre tout ou partie de ces frais à charge de l'État.

ART. 35.

Il n'y a lieu devant le Conseil d'enquête ni à constitution de partie civile ni à intervention quelconque, même aux fins de jugement commun.

ART. 36.

Si certains faits révélés par l'enquête paraissent constituer une infraction, le commissaire du Gouvernement en donne connaissance à l'autorité compétente et lui transmet toutes les pièces.

Les décisions du Conseil sont communiquées à l'Administration de la Marine par les soins du commissaire du Gouvernement. S'il s'agit du porteur d'un diplôme étranger, la décision est notifiée aux autorités du pays qui a délivré ce diplôme.

ART. 37.

Les décisions prévues aux articles 3, 4 et 7 sont signifiées aux intéressés par les soins du commissaire du Gouvernement.

ART. 38.

Une décision définitive est réputée contradictoire dès que l'intéressé a com-

ART. 34.

De kosten van rechtspleging worden door den Raad vastgesteld en geïnd als op het stuk van strafzaken. Zij zijn ten laste van den persoon tegen wien een tuchtmaatregel toegepast wordt. De Raad kan evenwel deze kosten geheel of gedeeltelijk ten laste doen komen van den Staat.

ART. 35.

Voor den Onderzoeksraad dient er noch burgerlijke partij gesteld noch eenigerlei tusschenkomst aangewend, zelfs met het oog op een gemeen vonnis.

ART. 36.

Indien sommige door het onderzoek aan den dag gebrachte feiten eene overtreding schijnen uit te maken, geeft de Regeeringscommissaris er kennis van aan de bevoegde overheid en maakt haar al de stukken over.

De beslissingen van den Raad worden door den Regeeringscommissaris aan het Beheer van het Zeewezen medegedeeld. Geldt het den houder van een buitenlandsch diploma, dan wordt de beslissing ter kennis gebracht van de overheden van het land dat bedoeld diploma afgeleverd heeft.

ART. 37.

De bij artikelen 3, 4 en 7 voorziene beslissingen worden door den Regeeringscommissaris aan de belanghebbenden beteekend.

ART. 38.

Eene eindbeslissing wordt beschouwd als op tegenspraak genomen, zoodra de

paru sur l'avertissement prévu à l'article 29 et avant la décision définitive.

L'opposition aux décisions rendues par défaut, doit être formée par déclaration au greffe ou par lettre recommandée adressée au greffe, dans les dix jours qui suivent celui où l'intéressé aura connu la signification, et, s'il n'est pas établi qu'il en a eu connaissance, dans les deux années qui suivent la décision rendue par défaut.

Si l'intéressé n'est pas dans le pays, le délai de dix jours ci-dessus sera porté à trois mois.

Le président sera tenu de convoquer le Conseil dans la huitaine de l'opposition à moins que l'intéressé ne sollicite un délai plus long.

ART. 39.

Les décisions du Conseil ne sont pas susceptibles d'appel.

ART. 40.

Les décisions du Conseil peuvent être attaquées par la voie du recours en cassation, pour incompétence, pour violation ou omission des formes substantielles, ou pour contravention à la loi.

Le recours est ouvert au commissaire du Gouvernement et à la personne à laquelle une des mesures prévues aux articles 3, 4 et 7 a été appliquée.

Le recours doit être formé par déclaration au greffe à peine de déchéance, par le commissaire du Gouvernement, dans la huitaine de la décision définitive et par l'intéressé, dans le même délai,

belanghebbende voor die eindbeslissing op de bij artikel 29 voorziene waarschuwing verschenen is.

Verzet tegen bij verstek gewezen beslissingen moet gedaan worden bij ter griffier afgelegde verklaring of bij tot de griffier gericht aangeteekenden brief, zulks binnen tien dagen na dien waarop de belanghebbende van de betekenis zal kennis gehad hebben en, indien niet uitgemaakt is dat hij er kennis van gekregen heeft, binnen twee jaar na de bij verstek gewezen beslissing.

Bevindt de betrokkene zich niet in het land, dan zal hierboven vermelde termijn van tien dagen op drie maand gebracht worden.

De voorzitter zal gehouden zijn den Raad binnen acht dagen na het verzet-aanteekenen bijeen te roepen, tenzij de belanghebbende om een langere termijn verzoekt.

ART. 39.

De beslissingen van den Raad zijn geenszins voor hooger beroep vatbaar.

ART. 40.

De beslissingen van den Raad kunnen bij wege van verhaal in verbreking bestreden worden wegens onbevoegdheid, schending of verzuim van de hoofdzakelijke vormen of wel wegens overtreding der wet.

Het verhaal mag uitgeoefend worden door den Regeeringscommissaris en door den persoon op wien een der bij artikel 3, 4 en 7 voorziene maatregelen toegepast werd.

Op straffe van rechtsverval moet het verhaal in den vorm eener ter griffie afgelegde verklaring door den Regeeringscommissaris gedaan worden binnen acht dagen na de eindbeslissing en

si la décision a été rendue contradictoirement ; si elle a été rendue par défaut, dans la huitaine à partir du jour où elle est devenue définitive.

Le pourvoi du commissaire du Gouvernement sera, à peine de déchéance, notifié à la partie intéressée dans la huitaine de son dépôt au greffe.

Toutes décisions, autres que la décision définitive, ne peuvent faire l'objet d'un pourvoi, qu'en même temps que celle-ci.

ART. 41.

En cas de cassation avec renvoi, l'affaire est renvoyée devant le Conseil autrement composé ; si la seconde décision est attaquée par les mêmes moyens que la première, il est procédé conformément à la loi du 7 juillet 1865.

En cas de recours, les délais prévus à l'article 42 ci-après, sont interrompus. Ils recommencent à courir à partir de l'arrêt.

Le rejet des pourvois en cassation ne donne pas lieu à la condamnation prévue par la loi du 4 août 1832.

ART. 42.

Le Conseil peut, le commissaire du Gouvernement entendu, reviser sa décision, suspendant ou annulant, pour cause d'incapacité physique, des brevets ou licences, s'il estime que l'état de l'intéressé s'est modifié.

Le demande en revision est adressée, sans formalité, au président par le com-

door den belanghebbende, binnen denzelfden termijn, indien de beslissing op tegenspraak gewezen werd ; zoo zij bij verstek werd gewezen, binnen acht dagen te rekenen van den dag waarop zij bekrachtigd werd.

Het beroep door den Regeeringscommissaris moet, op straffe van rechtsverval, ter kennis van de betrokken partij gebracht worden binnen acht dagen na dat het ter griffie werd ingediend.

Van alle andere beslissingen dan de eindbeslissing kan slechts te gelijker tijd als van deze in beroep gegaan worden.

ART. 41.

In geval van verbreking met verwijzing wordt de zaak naar den op andere wijze samengestelden Raad verwezen ; wordt de tweede beslissing door dezelfde middelen als de eerste bestreden, dan wordt gehandeld overeenkomstig de wet van 7 Juli 1865.

Bij verhaal worden de bij achterstaand artikel 42 voorziene termijnen geschorst. Zij loopen opnieuw te rekenen van het vonnis.

De verwerping van een verhaal in verbreking geeft geen aanleiding tot de veroordeeling voorzien bij de wet van 4 Augustus 1832.

ART. 42.

Na den Regeeringscommissaris gehoord te hebben, kan de Raad zijne beslissing, waarbij diploma's of vergunningen, om reden van lichaamsongeschiktheid, geschorst of vernietigd werden, herzien, indien hij oordeelt dat de toestand van den betrokkene verbeterd is.

Het verzoek om herziening wordt, zonder rechtsvorm, tot den voorzitter

missaire du Gouvernement ou par l'intéressé.

Elle ne peut être formulée qu'un an après la décision dont la revision est demandée. Si la demande en revision a été rejetée, aucune demande nouvelle ne pourra être formulée qu'après l'expiration d'un délai d'un an. Lorsque la revision est demandée, le président sera tenu de convoquer le Conseil dans les six mois.

ART. 43.

Si des faits nouveaux sont révélés qui auraient été de nature à influencer sur la décision du Conseil, une enquête nouvelle peut être demandée par le commissaire du Gouvernement et par la personne à laquelle une mesure disciplinaire a été appliquée. Cette demande sera formée par requête adressée au Conseil précisant les faits invoqués. Le Conseil décide s'il y a lieu à nouvelle enquête.

ART. 44.

La personne à laquelle une des mesures prévues aux articles 3 et 7, autre que le retrait définitif des brevets ou licences, aura été appliquée, pourra demander sa réhabilitation.

Celle-ci pourra être prononcée, le commissaire du Gouvernement entendu, si, au cours d'un délai de cinq ans de navigation, depuis l'application de la sanction disciplinaire, l'intéressé a donné des preuves notoires de diligence et de capacité.

ART. 45.

Les frais d'opposition sont à charge

gericht door den Regeeringscommissaris of door den betrokkene.

Het mag eerst één jaar na de beslissing om herziening, waarvan wordt gevraagd, ingediend worden. Is het verzoek om herziening verworpen geworden, dan kan geenerlei nieuw verzoek worden ingediend dan na de verstrijking van eenen termijn van één jaar. Wordt er om herziening gevraagd, dan is de voorzitter gehouden den Raad binnen zes maand bijeen te roepen.

ART. 43.

Worden er nieuwe feiten aan den dag gebracht welke van dien aard mochten geweest zijn dat zij op de beslissing van den Raad invloed zouden gehad hebben, dan mag er door den Regeeringscommissaris en door den persoon op wien een tuchtmaatregel werd toegepast, om een nieuw onderzoek gevraagd worden. Zulks moet geschieden bij tot den Raad gericht verzoekschrift waarin de aangevoerde feiten nauwkeurig omschreven worden. De Raad beslist of een nieuw onderzoek dient ingesteld.

ART. 44.

De persoon op wien, buiten het intrekken voorgoed van de diploma's of vergunningen, een van de bij artikelen 3 en 7 voorziene maatregelen werd toegepast, zal om eerherstel kunnen vragen.

Dit zal, nadat de Regeeringscommissaris gehoord werd, kunnen uitgesproken worden, indien de betrokkene, in den loop van eenen termijn van vijf jaar varens, sedert de toepassing der tuchtstraf, blijkbare bewijzen van vlijt en bekwaamheid heeft gegeven.

ART. 45.

De kosten van verzet zijn ten laste van

de l'opposant, si le défaut lui est imputable.

Les frais de pourvoi, de demande de revision, d'enquête nouvelle et de réhabilitation sont à charge de l'intéressé, s'il succombe.

L'opposition, le pourvoi, les demandes de revision, d'enquête nouvelle, de réhabilitation ne suspendent pas l'exécution de la décision.

ART. 46.

Aucune procédure ne peut être ouverte devant le Conseil au sujet de faits remontant à plus de douze mois.

Aucune décision ne peut être rendue plus de deux ans après que l'enquête aura été ouverte par la convocation du Conseil.

En cas d'opposition, la décision sera non avenue à l'égard de l'opposant, si le Conseil n'a pas statué dans les deux ans de l'opposition.

CHAPITRE IV.

Dispositions pénales.

ART. 47.

Quiconque entrave l'action du Conseil d'enquête et notamment l'exécution de ses décisions est puni d'une amende de 26 francs à 300 francs et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois ou d'une de ces peines seulement.

ART. 48.

Les membres du Conseil d'enquête, dans l'exercice de leurs fonctions, sont

den persoon die verzet aanteekeet, indien het verstek aan hem te wijten is.

De kosten van beroep, vraag om herziening, om nieuw onderzoek en om eetherstelling zijn ten laste van den betrokkene, indien hij in het ongelijk gesteld wordt.

Wegens verzet, beroep en vragen om herziening, nieuw onderzoek en eetherstelling wordt de uitvoering van de beslissing niet geschorst.

ART. 46.

Geenerlei rechtspleging mag voor den Raad worden begonnen omtrent feiten die meer dan twaalf maand geleden zijn.

Geenerlei uitspraak mag meer dan twee jaar nadat het onderzoek door de bijeenroeping van den Raad werd ingesteld, gewezen worden.

In geval van verzet zal de uitspraak ten opzichte van de verwerende partij als ongedaan beschouwd worden, indien de Raad binnen twee jaar na het verzet geen oordeel geveld heeft.

HOOFDSTUK IV.

Strafbepalingen.

ART. 47.

Al wie de werking van den Onderzoeksraad, onder andere de uitvoering van zijne beslissingen belemmert, wordt gestraft met eene boete van 26 frank tot 300 frank en eene gevangenisstraf van acht dagen tot drie maand of alleen eene dezer straffen.

ART. 48.

Ten aanzien van de toepassing van het Strafwetboek worden de leden van den

assimilés aux juges au point de vue de l'application du Code pénal.

Art. 49.

L'expert ou traducteur qui se sera rendu coupable de négligence grave dans l'accomplissement de sa mission sera puni d'une amende de 200 francs à 2,000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans ou de l'une de ces peines seulement.

Ils seront punis des peines prévues aux articles 218 et 223 du Code pénal s'ils se sont rendus coupables des infractions prévues aux dits articles.

Art. 50.

Les articles 243 et 244 du Code pénal sont applicables aux greffiers et aux huissiers du Conseil.

Art. 51.

Est punie d'une amende de 26 francs à 300 francs et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois ou d'une de ces peines seulement, toute personne visée à l'article 2 qui exerce des fonctions au mépris des décisions du Conseil.

Art. 52.

Les peines prévues aux articles 91 et 92 du Code de procédure civile et celles prévues aux articles 21, 25, 47, 49, 50 et 51 de la présente loi sont appliquées par les tribunaux répressifs.

Toutes les dispositions du livre pre-

Onderzoeksraad in de uitoefening van hun ambt met de rechters gelijkgesteld.

Art. 49.

De deskundige of de vertaler die zich bij het volbrengen van zijne opdracht aan ernstige nalatigheid zal schuldig gemaakt hebben, wordt gestraft met eene boete van 200 frank tot 2,000 frank en met eene gevangenisstraf van eene maand tot twee jaar of alleen met eene dezer straffen.

De bij artikelen 218 en 223 van het Strafwetboek voorziene straffen worden op hem toegepast, wanneer zij zich schuldig hebben gemaakt aan de bij genoemde artikelen aangegeven overtredingen.

Art. 50.

Artikelen 243 en 244 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de griffiers en de deurwaarders van den Raad.

Art. 51.

Wordt gestraft met eene boete van 26 frank tot 300 frank en eene gevangenisstraf van acht dagen tot drie maand of alleen met eene dezer straffen elke in artikel 2 bedoelde persoon die eenen post bekleedt in weerwil van de beslissingen van den Raad.

Art. 52.

De straffen voorzien bij artikelen 91 en 92 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging en die voorzien bij artikelen 21, 25, 47, 49, 50 en 51 van deze wet, worden toegepast door de strafrechtbanken.

Al de bepalingen van boekdeel I van

mier du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

CHAPITRE V.

Dispositions diverses.

ART. 53.

Le règlement du Conseil est établi par arrêté royal sur la proposition du président.

ART. 54.

Les dispositions légales concernant l'emploi de la langue flamande en matière répressive sont applicables à la procédure instituée par la présente loi.

ART. 55.

Sont exempts des formalités et droits de timbres et d'enregistrement tous actes, jugements et autres pièces relatifs aux actions devant le Conseil d'enquête, ainsi que les registres tenus par le greffier et les extraits ou certificats des dits registres délivrés aux intéressés.

ART. 56.

Un arrêté royal réglera tout ce qui concerne l'exécution de la présente loi. Il fixera la date de son entrée en vigueur.

Donné à Bruxelles, le 3 novembre 1922.

het Strafwetboek zijn van toepassing op de bij deze wet voorziene overtredingen.

HOOFDSTUK V.

Allerlei bepalingen.

ART. 53.

Het reglement van den Raad wordt bij koninklijk besluit vastgesteld op voorstel van den voorzitter.

ART. 54.

De wetsbepalingen betreffende het gebruik van de Vlaamsche taal in strafzaken zijn van toepassing op de bij deze wet ingestelde rechtspleging.

ART. 55.

Worden vrijgesteld van de formaliteiten en rechten omtrent zegel en registratie, alle akten, oordeelvellingen en andere stukken betreffende de rechtsvorderingen voor den Onderzoeksraad alsmede de door den griffier gehouden registers en de uit die boeken aan de betrokkenen afgeleverde uittreksels of getuigschriften.

ART. 56.

Al wat de uitvoering van deze wet betreft zal bij Koninklijk besluit geregeld worden. Dit besluit zal den datum bepalen waarop zij van kracht wordt.

Gegeven te Brussel, den 3^e November 1922.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes et Télégraphes,*

XAVIER NEUJEAN.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*

HENRI JASPAR.

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen en Telegrafien,*